

Politique agricole 2030+ :

Pour une agriculture forte, productive et entrepreneuriale



Document de fond de l'Union Démocratique du Centre

Décembre 2025

Inhalt

1. L'état de l'agriculture Suisse	5
Les chiffres parlent clairement	5
La réalité dans les fermes	8
2. Identification des problèmes les plus urgents	9
Problème 1: Revenus insuffisants et manque de valeur ajoutée	9
Problème 2: Bureaucratie excessive et surréglementation	9
Problème 3: Idéologie écologiste au lieu de pragmatisme.....	10
Problème 4 : Sécurité d'approvisionnement menacée	10
Problème 5: Changement structurel sans perspective	11
Problème 6 : Aliénation entre la ville et la campagne	12
3. Pourquoi la PA 2030+ est nécessaire et ce qui a déjà été fait jusqu'ici	12
Les leçons tirées de l'échec de la PA 22+	13
Quelle est la situation aujourd'hui ?	13
Les subventions : une chimère	13
Les attentes de l'UDC	15
4. Opportunités pour l'avenir : le potentiel de l'agriculture suisse	16
Les forces de l'agriculture suisse	16
Nouvelles technologies	16
Exploiter les opportunités du marché	17
Des opportunités aussi à travers le changement climatique	17
Les conditions sine-qua-non au succès	18
5. Le plan de l'UDC en 10 points pour une agriculture durable	18
Point 1: Améliorer la situation financière des familles paysannes grâce à la création de valeur ajoutée	18
• Renforcement de la position des agriculteurs sur le marché.....	18
• Mesures incitatives conduisant à une augmentation et à une amélioration de la production	18
• Prix garantissant des moyens de subsistance grâce à une protection moderne des frontières	18
• Soutien à la conquête de nouveaux marchés	18
Point 2 : Simplifier et clarifier les systèmes de cotisation	18
Point 3 : Plus d'efficacité	19
Point 4 : Moins de bureaucratie environnementale ; « qualité plutôt que quantité »	19
Point 5 : Garantir la sécurité de l'approvisionnement.....	19

Point 6 : Protéger les terres cultivables, base de la production	20
Point 7 : Renforcer la production animale	20
Point 8 : Assurer la protection des cultures	20
Point 9 : Permettre une production de la plus haute qualité et la préservation des connaissances.....	21
Point 10 : Miser davantage sur la responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise.....	21
6. Conclusion : Une politique agricole adaptée aux agriculteurs	21

1. L'état de l'agriculture Suisse

Les chiffres parlent clairement

L'agriculture suisse se trouve dans une situation difficile. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- **Revenus et heures de travail** : En 2023, le revenu agricole s'élevait en moyenne à 71'700 francs par exploitation dans la région de plaine, à 48'500 francs dans les régions en plus haute altitude et à 39'100 francs dans les régions de montagne.¹ Ce revenu a diminué chaque année au cours des dernières années, entre 1 et 2.5 %.² Avec une durée moyenne de travail supérieure à 60 heures par semaine, cela correspond à un salaire horaire d'à peine 17 francs, soit un salaire bien inférieur à ce qui est considéré comme suffisant pour vivre dans d'autres secteurs.³

Ce niveau de revenu est nettement inférieur à la moyenne économique globale et remet en question l'attractivité à long terme de la profession. L'écart entre la hausse des coûts de production et la stagnation des prix à la production aggrave encore la situation.

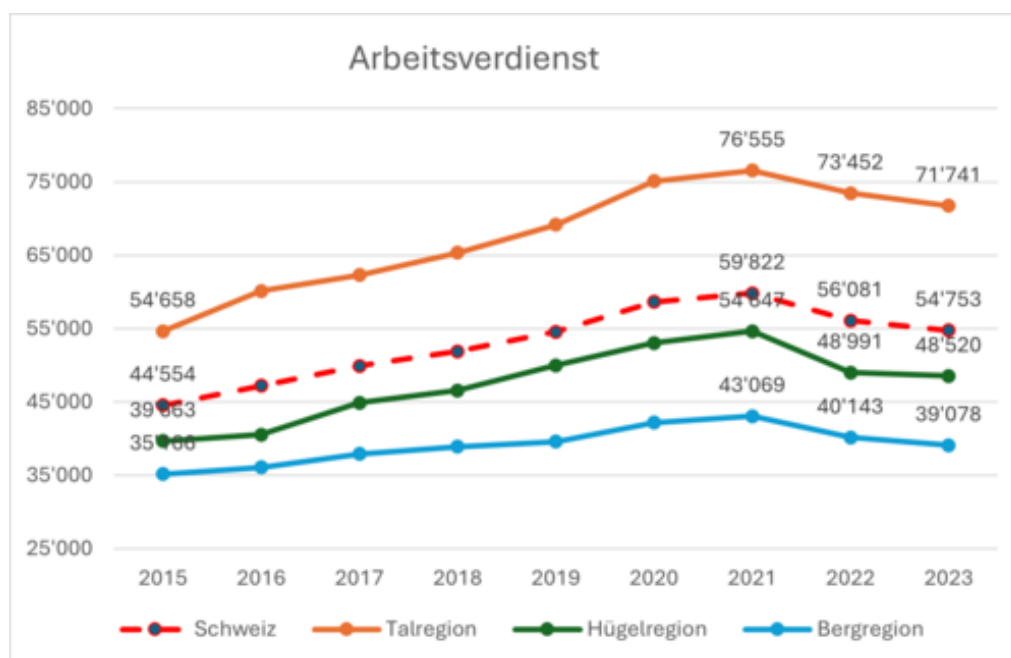


figure 1: Revenu du travail agricole, source : Agroscope, évaluation centrale des données comparables 2024

¹ Agroscope (2024). Revenus dans l'agriculture suisse. <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/themes/economie-technique/economie-dentreprise/dccta/statistique-des-revenus.html>

² Union Suisse des Paysans (USP) (2024). Revenus agricoles. <https://www.sbv-usp.ch/fr/etiquettes/revenu-agricole>

³ Darbellay, M. (2025). Politique agricole 2030 : pour que les agriculteurs puissent à nouveau vivre de leur travail. BauernZeitung, 28. Juni 2025. <https://www.bauernzeitung.ch/artikel/agrarpolitik/agrarpolitik-2030-damit-bauern-wieder-von-ihrer-arbeit-leben-koennen-551301>

- **Changements structurels et disparitions d'exploitations** : Les changements structurels dans l'agriculture suisse sont spectaculaires. En 2023, on comptait encore 47'719 exploitations agricoles, soit 1.3 % de moins que l'année précédente.⁴ En 2024, ce chiffre a encore baissé pour atteindre 47'075 exploitations.⁵ Cela signifie que chaque jour, deux exploitations agricoles en moyenne cessent leur activité. Depuis l'an 2000, la Suisse a déjà perdu plus de 20'000 exploitations agricoles, soit plus d'un tiers de l'ensemble des exploitations.⁶

Ce changement structurel est fondamentalement un processus naturel, mais la question se pose de savoir si le rythme actuel et les conditions cadres sont optimaux.

Exploitations agricoles

En milliers d'exploitations agricoles

■ Exploitations bio ■ Exploitations conventionnelles

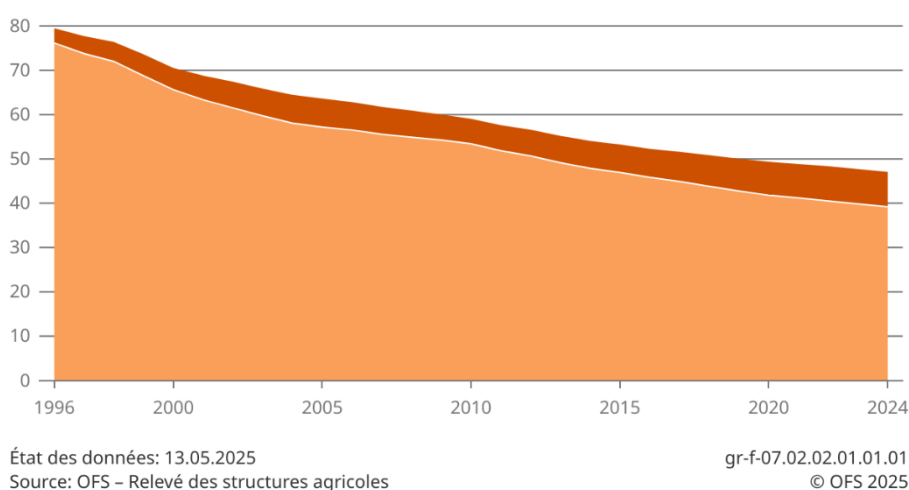


Figure 2: Nombre d'exploitations agricoles, source : Office fédéral de la statistique, 2024, enquête sur la structure des exploitations agricoles

- **La sécurité de l'approvisionnement menacée** : L'évolution du taux d'autosuffisance est particulièrement problématique. Le taux brut n'est plus que d'environ 53%, le taux d'autosuffisance net n'atteignant même que 45%.⁷ La baisse est particulièrement spectaculaire pour les denrées alimentaires d'origine végétale : le taux d'autosuffisance est passé de 48% à

⁴ OFS (2024). Rapport agricole 2024. <https://www.agrarbericht.ch/fr/exploitation/structures/exploitation>

⁵ SECO (2025). Relevé des structures agricoles 2024. <https://www.seco-cooperation.admin.ch/fr/newsb/134ie84Ka4FLov81xijG7>

⁶ Union Suisse des Paysans USP (2022) - La constance étonnante du changement de structure dans le secteur agricole. <https://www.sbv-usp.ch/fr/agristat-actuel-02-22-la-constance-etonnante-du-changement-de-structure-dans-le-secteur-agricole>

⁷ Union Suisse des Paysans (2024). Taux d'auto-alimentation. <https://fokus.sbv-usp.ch/ernaehrung/fr/contenu/chapitre-3-situation-actuelle-de-lapprovisionnement/taux-dauto-alimentation.html>

seulement 37 %.⁸ La Suisse est donc loin d'être autosuffisante, ce qui constitue une situation dangereuse dans un contexte mondial incertain.

La sécurité alimentaire n'est pas seulement un objectif de politique agricole, mais aussi, depuis le 24 septembre 2017, un mandat constitutionnel explicite de la Suisse. Lors du référendum fédéral correspondant, plus de 78% des électeurs ont clairement approuvé l'ajout de l'article 104a à la Constitution fédérale. Le peuple suisse s'est ainsi clairement engagé en faveur du maintien et de la préservation de la production alimentaire indigène. La lettre stipule explicitement que la Confédération crée les conditions nécessaires à une agriculture et une industrie alimentaire orientées vers le marché.

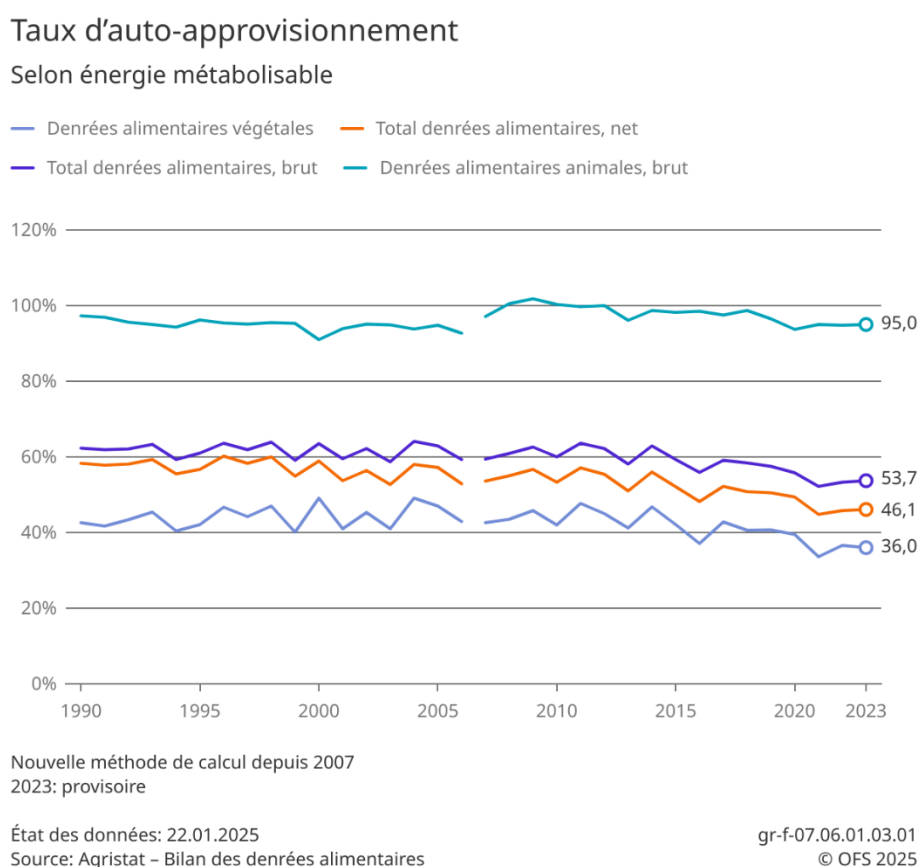


Figure 3: Degré d'autosuffisance alimentaire de la Suisse, source : Office fédéral de la statistique, 2024, Agristat - Bilan alimentaire

- **Une bureaucratie asphyxiante pour les exploitations** : La politique agricole actuelle a créé un monstre bureaucratique qui détourne les agriculteurs de leur véritable mission. Jusqu'à 3'000 points de contrôle par exploitation doivent être respectés chaque année, un nombre qui

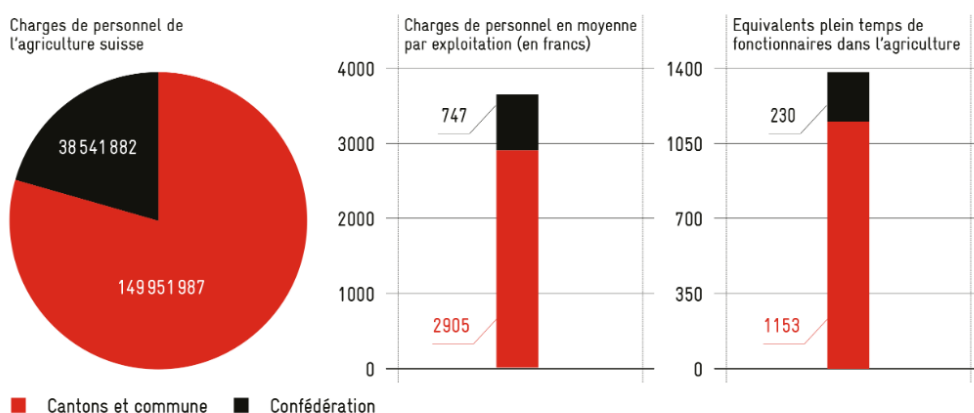
⁸ SRF (2025). Autosuffisance alimentaire : la Suisse doit-elle produire davantage de denrées alimentaires ? 10 juillet 2025. <https://www.srf.ch/news/schweiz/lebensmittelproduktion-so-steht-es-um-die-selbstversorgung-der-schweiz>

dépasse depuis longtemps les limites du raisonnable. Les agriculteurs passent plus de temps à remplir des papiers qu'à produire des denrées alimentaires.

Une étude d'Agroscope a montré que la charge administrative liée aux paiements directs est considérable et qu'elle est perçue comme un fardeau par les agriculteurs.⁹ L'introduction de nouveaux programmes tels que les contributions au système de production (PSB) en 2023 a encore accru la complexité du système. Neuf programmes PSB différents ont été mis en place, chacun avec des exigences et des contrôles spécifiques.¹⁰

Charges de personnel (2017) pour la bureaucratie agricole dans les cantons

La politique agricole suisse est principalement mise en œuvre par les offices cantonaux de l'agriculture, avec un total d'environ 1400 équivalents plein temps. Les coûts de la bureaucratie s'élèvent à 3652 francs par exploitation et par an.



Source: Propre estimation basée sur l'AFF (2018), l'AFF (2019) et l'OFS (2018).

Graphique: Avenir Suisse

Figure 4: Bureaucratie agricole, source : Avenir Suisse, 2021, <https://www.avenir-suisse.ch/verwaltung-tete-bauern/>

La réalité dans les fermes

Derrière ces chiffres se cachent des familles d'agriculteurs qui luttent quotidiennement pour leur survie. Ils travaillent du matin au soir, sept jours sur sept, 365 jours par an. Ils investissent toute leur vie dans leurs exploitations, mais la politique leur rend la tâche de plus en plus difficile. Beaucoup de jeunes se détournent de l'agriculture parce qu'ils n'y voient plus d'avenir. L'âge moyen des chefs d'exploitation ne cesse d'augmenter, ce qui montre clairement que la relève n'est pas assurée dans de nombreuses exploitations.

⁹ El Benni, N., Ritzel, C. et al. (2022). Der administrative Aufwand Schweizer Landwirtschaftsbetriebe durch das Direktzahlungssystem. Agrarforschung Schweiz. https://www.agrarforschungschweiz.ch/wp-content/uploads/2022/05/067-076_Artikel_El_Benni_Agrarwirtschaft.pdf

¹⁰ BPA-GLP (2024). Contributions au système de production (CSP) <https://gutelandwirtschaftlichepraxis.ch/programmes/contributions-au-systeme-de-production-csp/>

Les agriculteurs ne sont pas des quémandeurs, mais des entrepreneurs qui offrent des services importants à la société : ils produisent des denrées alimentaires de haute qualité, entretiennent le paysage culturel et contribuent à la sécurité de l'approvisionnement. Outre leur travail entrepreneurial, ils remplissent également une mission constitutionnelle. Ils contribuent ainsi dans une large mesure au bien-être de la Suisse.

Mais au lieu de reconnaître ces prestations et de créer des conditions-cadres garantissant des prix permettant de subvenir à leurs besoins grâce à une protection moderne des frontières, ils sont submergés de nouvelles prescriptions et exigences excessives en tous genres.

2. Identification des problèmes les plus urgents

Problème 1: Revenus insuffisants et manque de valeur ajoutée

La situation financière des familles paysannes est dramatique. Avec un salaire horaire moyen de 17 francs, les agriculteurs ne peuvent plus vivre de leur travail. Les raisons en sont multiples :

- Écart de coûts : les coûts de production augmentent continuellement, tandis que les prix stagnent.¹¹
- Manque de pouvoir de marché : la structure atomisée de l'agriculture suisse est exploitée par le pouvoir de marché des acheteurs.
- Protection insuffisante aux frontières : les importations bon marché sapent les prix des produits suisses
- Paiements directs complexes : le système actuel crée de fausses incitations et n'encourage pas la création de valeur ajoutée.

Les conséquences de ce problème sont évidentes. Moins de personnes souhaitent devenir agriculteurs et les agriculteurs actuels changent d'activité. Cela entraîne une perte de savoir-faire. Mais cela nuit également à la diversification de l'économie suisse et à la réalisation des objectifs constitutionnels.

Problème 2: Bureaucratie excessive et surréglementation

Le plus grand problème de la politique agricole actuelle est la bureaucratie excessive. L'agriculture suisse est devenue un appareil administratif qui empêche les agriculteurs de se consacrer à leur véritable tâche. L'introduction constante de nouveaux programmes et de nouvelles réglementations a conduit à un enchevêtrement inextricable :¹²

¹¹ Der Schweizer Bauer (2025). Betriebe: Zwei Drittel können nicht kostendeckend produzieren. 31. Juli 2025. <https://www.schweizerbauer.ch/betriebe-zwei-drittel-koennen-nicht-kostendeckend-produzieren>

¹² Jucker Farm (2021). Direktzahlungen in der Kritik - Teil 2 - Was wird kritisiert? <https://www.juckerfarm.ch/farmtiker/hintergruende/direktzahlungen-in-der-kritik/>

- Contributions au système de production (PSB) : neuf programmes PSB différents ont été introduits en 2023, chacun avec ses propres exigences et contrôles.
- Contributions à l'efficacité des ressources (REB) : bureaucratie supplémentaire sans avantage démontrable.
- Le contrôle des émissions prévu, mais non poursuivi, avec des taxes supplémentaires constituerait également une nouvelle charge dont l'utilité est discutable.
- D'innombrables labels : une multitude de labels cofinancés par l'État qui créent plus de confusion que de clarté.

Conséquence : les agriculteurs consacrent une part importante de leur temps de travail à des tâches administratives plutôt qu'à la production. De nombreuses petites exploitations ne peuvent plus supporter cette charge bureaucratique et abandonnent.

Problème 3: Idéologie écologiste au lieu de pragmatisme

La politique agricole actuelle est marquée par une écologisation unilatérale qui ignore les réalités de l'agriculture. Sous le couvert de la protection de l'environnement et du climat, des programmes de plus en plus complexes sont introduits, qui :

- freinent la production et réduisent l'efficacité
- conduisent à une déprofessionnalisation des agriculteurs
- provoquent des interventions étrangères au marché qui affaiblissent la compétitivité
- nient le facteur « intrants par kilogramme de calories »

Depuis l'introduction de la Politique Agricole (PA) 14-17, on observe une nette tendance à la baisse du degré d'autosuffisance. L'écologisation de l'agriculture a été davantage mise en avant et encouragée que l'approvisionnement intérieur. Avec les réglementations supplémentaires très restrictives dans le domaine de la protection des végétaux et des nutriments, il n'est souvent plus possible de travailler selon les bonnes pratiques agricoles.

Problème 4 : Sécurité d'approvisionnement menacée

La Suisse n'est aujourd'hui pas en mesure de subvenir à ses propres besoins. Le taux d'autosuffisance net du pays est inférieur à 50 %.¹³ Le recul spectaculaire du degré d'autosuffisance est le résultat d'une politique inadaptée :¹⁴

¹³ En Suisse, le taux d'autosuffisance brut est d'environ 53% et le taux d'autosuffisance net de 45%. USP (2025) Taux d'auto-alimentation. <https://fokus.sbv-usb.ch/ernaehrung/fr/contenu/chapitre-3-situation-actuelle-de-lap-provisionnement/taux-dauto-alimentation.html>

¹⁴ SRF (2025). Selbstversorgung: Soll die Schweiz mehr Lebensmittel produzieren? 10. Juli 2025. <https://www.srf.ch/news/schweiz/lebensmittelproduktion-so-steht-es-um-die-selbstversorgung-der-schweiz>

- Perte de terres cultivables : chaque jour, 8.5 hectares de terres cultivables disparaissent, principalement au profit de zones résidentielles et d'infrastructures.¹⁵
- Baisse de la production : l'écologisation unilatérale entraîne des pertes de rendement.
- Dépendance vis-à-vis des importations : la Suisse dépend de plus en plus d'importations incertaines.¹⁶
- Perte de savoir-faire : chaque entreprise qui ferme ses portes entraîne la perte de connaissances précieuses.

Outre la baisse des volumes de production par unité, la surface productive de la Suisse diminue également de manière significative. Les statistiques suisses sur la superficie montrent clairement que les terres agricoles ont diminué de 1'143 km² entre 1985 et 2018. Cette diminution est en grande partie due à l'expansion des zones urbanisées. L'urbanisation s'étend notamment en raison de la croissance démographique effrénée. Les surfaces résidentielles (35.1 %), les espaces de loisirs et les espaces verts (6.3 %) ainsi que les surfaces de transport (26.4 %), qui dépendent directement du nombre d'habitants, représentent ensemble 67.8 % de la surface urbanisée. La croissance démographique insoutenable a un impact particulier sur les surfaces du Plateau. Dans le même temps, la Suisse perd également beaucoup de surfaces productives dans les régions montagneuses en raison du reboisement et des diverses mesures compensatoires liées à la loi sur la protection des eaux, à la loi sur la protection de la nature et du paysage et à la loi sur la protection des sites et des monuments historiques.¹⁷ Il convient toutefois de noter qu'il ne s'agit pas seulement de la superficie en mètres carrés, mais aussi de sa qualité. L'agriculture dépend de terres agricoles de bonne qualité.

La sécurité d'approvisionnement d'autres pays européens est également menacée. La Suisse ne peut donc pas miser sur cette option, mais doit s'efforcer d'augmenter son degré d'autosuffisance.

Problème 5: Changement structurel sans perspective

La mutation structurelle dans l'agriculture fait partie d'un processus « naturel » ; le problème est qu'elle se déroule sans perspective ni objectifs clairs :

¹⁵ Office fédéral du développement territorial (2024). Disparition des surfaces agricoles. <https://www.are.admin.ch/fr/disparition-des-surfaces-agricoles>

¹⁶ USP (2024). Statistiques d'importation. <https://fokus.sbv-usp.ch/ernaehrung/fr/contenu/chapitre-3-situation-actuelle-de-lapprovisionnement/statistiques-dimportation.html>

¹⁷ OFS, Statistiques sur les superficies (2021), <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/querschnittsthe-men/wohlfahrtsmessung/indikatoren/siedlungsflaechen.html>

- Disparition d'entreprises : chaque jour, deux entreprises cessent leur activité sans que les entreprises restantes n'en sortent renforcées.¹⁸
- Absence de succession : de nombreuses entreprises ne trouvent pas de successeur en raison du manque de perspectives.
- Vieillesse : l'âge moyen des chefs d'exploitation augmente continuellement.¹⁹
- Perte de diversité : la spécialisation entraîne une perte de la diversité traditionnelle, ce qui a des répercussions sur l'économie suisse, mais aussi sur la nature.

Le changement structurel n'a donc pas pour but d'améliorer l'efficacité ou même le rendement de l'agriculture. Sous sa forme actuelle, il entraîne la disparition totale de l'agriculture. Le changement structurel tel qu'il se présente actuellement constitue donc un risque global pour la Suisse. Or, ce risque n'est ni reconnu ni pris en compte par des mesures appropriées.

Problème 6 : Aliénation entre la ville et la campagne

La politique agricole actuelle a conduit à un éloignement croissant entre la ville et la campagne. La population urbaine a souvent une vision irréaliste de l'agriculture, tandis que les agriculteurs se sentent incompris et abandonnés. Cet éloignement est renforcé par une politique qui mise davantage sur l'idéologie que sur les faits.

3. Pourquoi la PA 2030+ est nécessaire et ce qui a déjà été fait jusqu'ici

La politique agricole 2030+ n'est pas née de rien, mais est la réponse aux problèmes rencontrés lors des réformes précédentes. Après l'échec de la politique agricole 22+ (PA22+), rejetée par le Parlement en 2021, le Conseil fédéral a dû admettre qu'une nouvelle approche était nécessaire. La chronologie montre le long chemin parcouru par ce projet :

- 2021 : le Parlement rejette la PA 22+, signalant clairement que la direction prise jusqu'alors était erronée.
- 2022 : le Conseil fédéral prend un nouveau départ et annonce la PA 2030+.
- 2023 : Lancement officiel du projet PA 2030+ par l'Office fédéral de l'agriculture.
- 2024 : Premières séries de consultations et discussions avec les parties prenantes.
- 2025 : Consultation prévue sur les propositions concrètes.
- 2026 : Adoption prévue par le Conseil fédéral.

¹⁸ SRF (2025). 800 Bauernhöfe verschwinden pro Jahr – ein Blick nach Waadt. 18. Mai 2025.
<https://www.srf.ch/news/dialog/landwirtschaft-800-bauernhoeefe-verschwinden-pro-jahr-ein-blick-nach-waadt>

¹⁹ Recherche agronomique suisse (2025). L'agriculture suisse vieillit – qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir?
<https://www.agrarforschungschweiz.ch/fr/2025/04/lagriculture-suisse-vieillit-quest-ce-que-cela-signifie-pour-lavenir/>

Les leçons tirées de l'échec de la PA 22+

L'échec de la PA 22+ n'était pas un hasard, mais le résultat d'erreurs de raisonnement fondamentales :

- L'idéologie plutôt que le pragmatisme : l'AP22+ était marquée par des idées idéologiques qui ignoraient la réalité de l'agriculture. Au lieu de miser sur des instruments éprouvés, on a inventé sans cesse de nouveaux programmes complexes.
- Bureaucratie au lieu de simplification : au lieu de simplifier le système, on l'a rendu encore plus complexe. Les agriculteurs ont été surchargés d'encore plus de réglementations et de contrôles.
- Tutelle au lieu de confiance : la PA22+ ne faisait pas confiance aux agriculteurs pour décider eux-mêmes ce qui était bon pour leurs exploitations. Au lieu de cela, ils devaient être relégués au rang d'auxiliaires d'exécution des programmes étatiques.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Les travaux sur la PA 2030+ ont débuté en 2023, mais les signaux envoyés jusqu'à présent sont mitigés. D'un côté, on observe des approches positives, telles que la reconnaissance des erreurs systémiques passées, la volonté d'entreprendre des réformes fondamentales et l'implication des parties prenantes dans le processus de planification. D'autre part, on observe des tendances inquiétantes, telles que la persistance de l'accent mis sur les objectifs écologiques, le flou entourant la simplification de la bureaucratie et l'absence de mesures concrètes visant à améliorer les revenus.

Parallèlement à la PA 2030+, la Confédération met en œuvre le paquet d'allègements 2027, qui remet en question plusieurs instruments importants de la politique agricole :

- Mise aux enchères des contingents d'importation : cela affaiblirait la protection douanière et compromettrait la compétitivité des produits suisses.
- Suppression des aides à la production animale : un coup dur pour la production indigène de viande et de lait.
- Réduction de la promotion de la qualité et des ventes : affaiblissement de la position des produits suisses sur le marché.

Ces mesures d'économie aggraverait encore les problèmes de l'agriculture et sont en contradiction directe avec les objectifs d'une politique agricole durable.

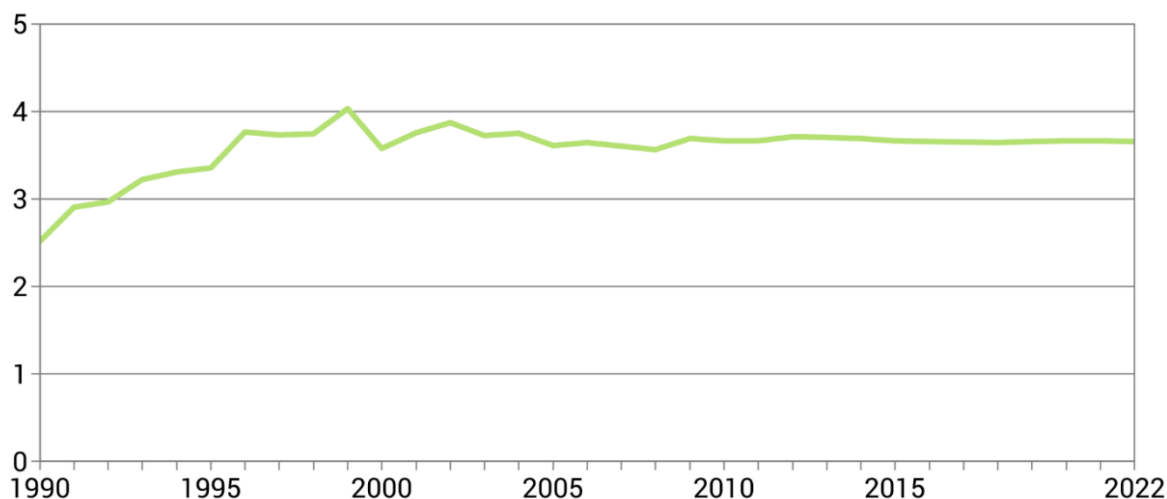
Les subventions : une chimère

L'agriculture est souvent critiquée pour ses prétendues subventions. La réalité est toutefois tout autre. Depuis les années 2000, les dépenses annuelles consacrées à l'agriculture oscillent autour de 3.6 milliards de francs. Mais en y regardant de plus près, une tendance claire se dessine : en

termes relatifs, l'État réalise depuis longtemps des économies dans le domaine de l'agriculture. Alors que les exigences imposées à ce secteur augmentent (objectifs climatiques, environnementaux, de bien-être animal et de production), son importance financière dans le budget fédéral ne cesse de diminuer.

Dépenses fédérales pour l'agriculture et l'alimentation

Milliards de francs



Source: AFF – Compte de la Confédération

© OFS 2023

Figure 5: Dépenses fédérales pour l'agriculture, source : Office fédéral de la statistique, dépenses fédérales pour l'agriculture et l'alimentation, 2023

Si l'on additionne les dépenses publiques consacrées à l'agriculture à tous les niveaux (Confédération, cantons, communes), leur part ne représente plus que 2.1 % des dépenses publiques totales (état : 2020). Concrètement, cela signifie que la société attend davantage, mais paie proportionnellement de moins en moins.

L'évolution des paiements directs est particulièrement significative à cet égard. Bien que le montant nominal reste inchangé dans le cadre financier, l'inflation, les nouvelles exigences écologiques et les coûts structurels supplémentaires réduisent l'impact réel de ces contributions. Les agriculteurs fournissent davantage d'efforts, mais ne reçoivent pas plus d'argent en contrepartie, seulement davantage d'obligations.

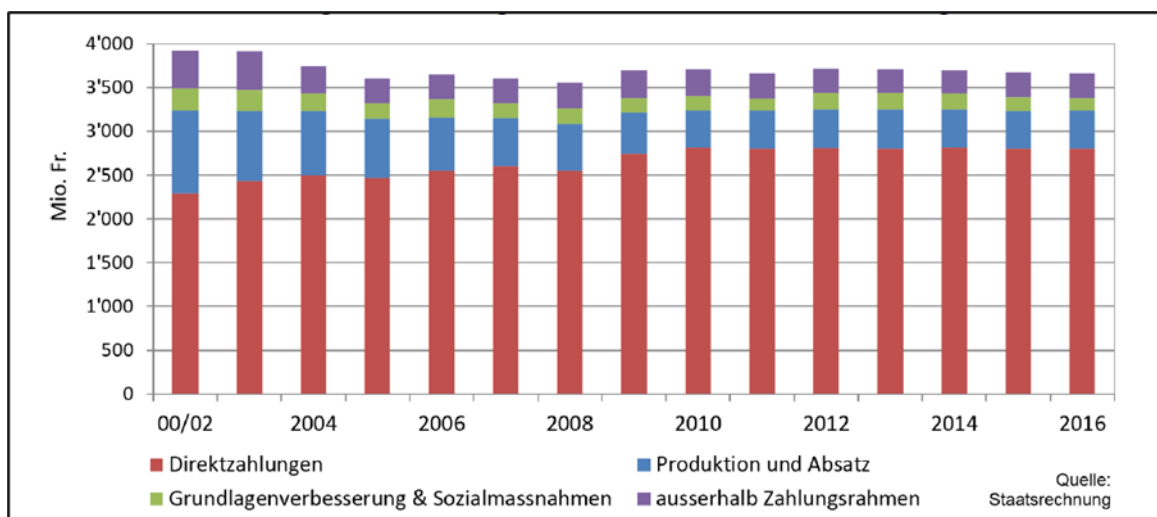


Figure 6 : Paiements à l'agriculture, source: comptes publics, <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/50150.pdf>

Les attentes de l'UDC

L'UDC attend de la PA 2030+ qu'elle corrige les erreurs du passé et apporte une véritable réorientation :

1. Création de valeur plutôt que l'aumône : les agriculteurs doivent obtenir de bons prix pour leurs produits.
2. Production plutôt qu'idéologie : la sécurité de l'approvisionnement doit redevenir une priorité.
3. Simplification plutôt que complexité : le système des paiements directs doit être radicalement simplifié et le nombre de programmes fédéraux doit être réduit.
4. Esprit d'entreprise plutôt que tutelle : les agriculteurs doivent pouvoir à nouveau agir en entrepreneurs.

Il s'agit fondamentalement de mettre les familles paysannes au centre des préoccupations : en tant que spécialistes bien formés, les chefs d'exploitation de nos exploitations agricoles sont des professionnels. Ils connaissent leurs animaux, leurs champs, leur travail et les produits demandés sur le marché. Ils méritent donc des conditions-cadres stables et favorables, avec des horizons de planification appropriés et une confiance dans leurs compétences professionnelles. Ils peuvent en effet s'occuper de manière autonome de la production alimentaire et de la préservation des bases de production, sans nouvelles directives ni réglementations. Il faut encourager les innovations et rendre l'esprit d'entreprise à nouveau possible.

4. Opportunités pour l'avenir : le potentiel de l'agriculture suisse

Les forces de l'agriculture suisse

Malgré tous les problèmes, l'agriculture suisse dispose d'atouts uniques qu'il convient d'exploiter :

- Des agriculteurs hautement qualifiés : les agriculteurs suisses comptent parmi les mieux formés au monde. Ils disposent de solides connaissances techniques, d'équipements modernes et de plusieurs décennies d'expérience. Ce professionnalisme est un atout inestimable qui peut être encore mieux exploité grâce à une politique appropriée.
- Une production de qualité : les produits agricoles suisses jouissent d'une excellente réputation. Les normes élevées en matière d'élevage, de protection des végétaux et de sécurité alimentaire constituent un avantage concurrentiel apprécié sur le marché.
- Diversité des sites de production : des sols fertiles du Plateau aux alpages des régions montagneuses, la Suisse offre une diversité unique de sites de production. Cette diversité est un atout pour une agriculture résiliente.
- Force d'innovation : les agriculteurs suisses sont innovants et ouverts aux technologies. Ils utilisent des techniques de pointe, des tracteurs guidés par GPS aux robots de traite. Cette volonté d'innovation est un élément important pour l'avenir.

Nouvelles technologies

La numérisation et les nouvelles technologies offrent de grandes opportunités à l'agriculture :

- Agriculture de précision : les machines guidées par GPS, les drones et les capteurs permettent une exploitation précise et économe en ressources. Les engrais et les produits phytosanitaires peuvent être utilisés avec une grande précision, ce qui réduit les coûts et préserve l'environnement. Les clôtures numériques peuvent notamment être utilisées dans les régions montagneuses.
- Automatisation : les robots prennent de plus en plus en charge les tâches lourdes et répétitives. Des robots de traite aux moissonneuses autonomes, l'automatisation peut pallier la pénurie de main-d'œuvre et accroître l'efficacité.
- Gestion des données : les systèmes de gestion d'exploitation modernes permettent une planification et un contrôle optimaux. Ils peuvent également réduire la bureaucratie en enregistrant et en transmettant automatiquement les données.
- Nouvelles variétés et méthodes de sélection : elles permettent d'augmenter les rendements et d'améliorer la résilience.

Exploiter les opportunités du marché

Le marché offre à l'agriculture suisse de grandes opportunités qu'il convient de saisir :

- Conscience qualitative des consommateurs : les consommateurs suisses sont prêts à payer pour la qualité. Des sondages montrent que plus de 80% des consommateurs préfèrent les produits suisses lorsque la différence de prix est modérée.
- Disposition à payer susceptible d'être développée : en Suisse, seuls 6.8 % des revenus sont consacrés à l'alimentation, contre 13.8 % en Allemagne et 12.1 % en Autriche. Avec une protection douanière efficace, la Suisse offre encore un potentiel important en termes de disposition à payer et d'ouverture de marchés qui ne fonctionnent plus aujourd'hui selon les règles économiques normales.
- Augmentation de l'efficacité des chaînes de valeur : en Suisse, il existe encore un grand potentiel d'économies grâce à des chaînes de valeur plus efficaces. Cela concerne la transformation, le transport, les emballages et bien d'autres domaines.
- Commercialisation directe : les magasins à la ferme, les marchés hebdomadaires et les plateformes en ligne permettent aux agriculteurs de commercialiser directement leurs produits et d'obtenir des prix plus élevés.
- Tourisme : l'agriculture suisse est un élément important du tourisme. L'agrotourisme, les visites de fermes et les expériences culinaires offrent des sources de revenus supplémentaires.
- Exportation de savoir-faire : la technologie et les connaissances agricoles suisses sont très demandées dans le monde entier. L'exportation de machines, de semences et de services de conseil offre un potentiel.

Des opportunités aussi à travers le changement climatique

Le changement climatique n'apporte pas seulement des défis, mais aussi des opportunités :

- Périodes de végétation plus longues : les températures plus chaudes permettent des périodes de croissance plus longues et de nouvelles cultures.
- Nouvelles possibilités de culture : des cultures qui n'étaient jusqu'à présent possibles que dans le sud peuvent désormais être cultivées en Suisse.
- Gestion de l'eau : les investissements dans les systèmes d'irrigation peuvent stabiliser les rendements et ouvrir de nouvelles possibilités de production.

Renforcer la formation professionnelle et la recherche appliquée

La formation et la recherche ouvrent d'importants potentiels pour l'agriculture. La formation professionnelle est de toute façon un atout pour la Suisse, en particulier dans le domaine agricole. Pour que ces potentiels puissent se déployer :

- L'agriculture a besoin d'une formation et d'une recherche qui permettent aux agriculteurs de produire des denrées alimentaires en quantité suffisante et de bonne qualité et qui garantissent la pérennité de leur exploitation.
- La formation professionnelle et continue dans les métiers agricoles doit se concentrer sur la production et la gestion des exploitations agricoles.
- La recherche doit être axée sur les applications et le transfert vers la pratique.

Les conditions sine-qua-non au succès

Pour saisir ces opportunités, il faut mettre en place les conditions politiques adéquates :

- Orientation vers le marché : le système des paiements directs doit être conçu de manière à encourager l'esprit d'entreprise et non à le freiner. Les incitations doivent être axées sur la production.
- Simplification administrative : ce n'est qu'en étant libérés des charges administratives que les agriculteurs pourront se concentrer sur l'innovation et l'esprit d'entreprise.
- Sécurité des investissements : des conditions-cadres fiables et à long terme sont nécessaires pour que les agriculteurs puissent investir dans de nouvelles technologies et installations.
- Bonnes conditions-cadres : les autres conditions-cadres doivent également être réunies, notamment l'aménagement du territoire, le droit foncier rural, les normes de construction et l'approvisionnement en matières auxiliaires.

Les opportunités sont là ; il appartient aux responsables politiques de poser les bons jalons. L'UDC est prête à s'engager dans cette voie et à préparer l'agriculture suisse pour l'avenir.

5. Le plan de l'UDC en 10 points pour une agriculture durable

Point 1: Améliorer la situation financière des familles paysannes grâce à la création de valeur ajoutée

Le défi : avec 17 francs de l'heure, les agriculteurs ne peuvent plus vivre de leur travail. La valeur ajoutée ne profite pas aux producteurs.

La solution de l'UDC : les revenus doivent être améliorés grâce à une véritable création de valeur

- Renforcement de la position des agriculteurs sur le marché
- Mesures incitatives conduisant à une augmentation et à une amélioration de la production
- Prix garantissant des moyens de subsistance grâce à une protection moderne des frontières
- Soutien à la conquête de nouveaux marchés

Point 2 : Simplifier et clarifier les systèmes de cotisation

Le défi : le système actuel de paiements directs est une jungle opaque comprenant plus de 20 types de contributions différents et des milliers de prescriptions.

La solution de l'UDC : une simplification radicale du système

- Réduction à quelques types de contributions clairement compréhensibles, la production alimentaire effective doit à nouveau être récompensée et mieux valorisée par des incitations. Objectif : rétablir l'équilibre entre les mandats constitutionnels en matière de biodiversité, d'écologie, etc. et la sécurité de l'approvisionnement.
- Suppression des contributions bureaucratiques au système de production (PSB) et des contributions à l'efficacité des ressources (REB)
- Introduction de critères simples et mesurables

Point 3 : Plus d'efficacité

Le défi : la politique agricole actuelle freine l'efficacité et pénalise les exploitations productives. L'innovation et l'esprit d'entreprise ne sont pas encouragés.

La solution de l'UDC : l'efficacité doit à nouveau être récompensée

- Faciliter les investissements dans les technologies modernes
- Soutenir la numérisation
- Supprimer les obstacles aux formes d'exploitation innovantes
- Récompenser les gains d'efficacité

Point 4 : Moins de bureaucratie environnementale ; « qualité plutôt que quantité »

Le défi : la politique environnementale actuelle privilégie la quantité à la qualité. D'innombrables programmes et réglementations entraînent une bureaucratie sans utilité démontrable.

La solution de l'UDC : se concentrer sur des mesures efficaces

- Suppression des programmes inefficaces
- Concentration sur les instruments éprouvés
- Confiance dans les compétences professionnelles des agriculteurs
- Contrôles axés sur les résultats plutôt que sur les processus
- Séparation des labels et de la politique agricole. Les labels doivent être financés par le marché et non par la politique.

Point 5 : Garantir la sécurité de l'approvisionnement

Le défi : avec un taux d'autosuffisance de seulement 45% (net), la Suisse dépend dangereusement des importations. En temps de crise, cela peut menacer son existence même.

La solution de l'UDC : la production nationale doit être considérablement renforcée. L'objectif est d'augmenter le taux d'autosuffisance à au moins 60%. Pour y parvenir :

- Protection des terres cultivables
- Production plutôt que mise en jachère
- Constitution de réserves stratégiques pour les produits liés aux besoins critiques
- Renforcement des capacités de stockage et de transformation ainsi que du savoir-faire nécessaire

Point 6 : Protéger les terres cultivables, base de la production

Le défi : chaque jour, 8.5 hectares de terres cultivables disparaissent, principalement au profit de zones résidentielles et d'infrastructures. Cette perte est irréversible et menace la sécurité de l'approvisionnement à long terme.

La solution de l'UDC : les terres cultivables doivent être protégées de manière systématique.

- Réduction de l'immigration massive
- Garantir la qualité de l'obligation d'indemnisation en cas de pertes inévitables
- Mettre fin aux renaturations disproportionnées
- L'augmentation annuelle de la superficie forestière doit être remise en question ; concrètement, la forêt peut également être de plus en plus exploitée et pas seulement protégée.

Point 7 : Renforcer la production animale

Le défi : la production animale locale est sous pression. Les attaques idéologiques et les obstacles bureaucratiques affaiblissent ce secteur important.

La solution de l'UDC : la production animale doit être renforcée

- Protection contre la concurrence déloyale des importations à bas prix
- Soutien aux investissements dans des étables modernes
- Reconnaissance des normes suisses élevées

Point 8 : Assurer la protection des cultures

Le défi : les ravageurs, les maladies et les conditions météorologiques extrêmes menacent les récoltes. Dans le même temps, les possibilités de protéger les cultures sont de plus en plus limitées.

La solution de l'UDC : une protection efficace des cultures

- Autorisation pragmatique des produits phytosanitaires
- Soutien au développement de variétés résistantes
- Mise en place de systèmes d'alerte précoce

Point 9 : Permettre une production de la plus haute qualité et la préservation des connaissances

Le défi : la Suisse risque de perdre son avance dans le domaine de la recherche internationale de pointe. Parallèlement, chaque entreprise qui ferme ses portes entraîne la perte de précieuses connaissances.

La solution de l'UDC : renforcer la recherche et le transfert de connaissances

- Augmentation des investissements dans la recherche agricole orientée vers la pratique
- Instruments facilitant le transfert de connaissances entre la recherche et la pratique
- Soutien à la formation agricole

Point 10 : Miser davantage sur la responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise

Le défi : la politique agricole actuelle prive les agriculteurs de leur autonomie et les transforme en simples exécutants des programmes étatiques. La responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise ne sont pas encouragés.

La solution de l'UDC : rendre aux agriculteurs leur liberté entrepreneuriale

- Suppression des réglementations et réduction des contrôles
- Renforcement de l'autonomie
- Soutien aux initiatives entrepreneuriales
- Confiance dans les compétences professionnelles des agriculteurs

6. Conclusion : Une politique agricole adaptée aux agriculteurs

La Suisse a besoin d'une politique agricole axée sur les agriculteurs. Leurs revenus doivent être augmentés afin qu'ils puissent continuer à produire des produits suffisants et de bonne qualité. Les agriculteurs ont besoin de bonnes conditions-cadres qui garantissent des prix leur permettant de subvenir à leurs besoins grâce à une protection douanière moderne et efficace. Ils ont également besoin que leurs prestations soient reconnues. Cela passe notamment par la réduction des obstacles bureaucratiques et l'amélioration de l'efficacité de l'État.

Une politique agricole adaptée aux agriculteurs les renforce, eux et la Suisse. Avec de bonnes conditions-cadres, les agriculteurs rempliront leurs missions constitutionnelles. Mais ces conditions-cadres permettent encore plus : l'activité entrepreneuriale des agriculteurs et donc aussi l'innovation et la productivité. Ils peuvent ainsi augmenter leurs revenus par leurs propres moyens.

Cette politique agricole renforcera également la Suisse ; elle augmentera le degré d'autosuffisance du pays, ce qui renforce à son tour l'indépendance et la résilience de la Suisse. En fin de compte, une politique agricole au service des agriculteurs conduit à une moindre consommation des ressources et donc à la durabilité au sens large du terme.

Une politique agricole au service des agriculteurs, pour une agriculture suisse forte, productive et entrepreneuriale, c'est une politique qui nous concerne tous.